

Des cadres investis et malmenés

La CFDT a donné pendant six mois la parole à plus de 7 000 cadres des trois Fonctions publiques.

Les résultats de cette première enquête jamais menée mettent à jour les tensions entre un fort attachement au service public et un désaveu de la culture de résultats, entre l'intensification du travail et l'opacité du système de rémunération qui accentue les inégalités hommes-femmes.

INTÉRÊT GÉNÉRAL ET ÉTHIQUE

Plus de 90 % des cadres sont fiers de contribuer à l'intérêt général et se disent très attachés au service rendu à l'utilisateur, alors même que la culture de résultats bat en brèche la culture du service public.

PILOTAGE DES RÉFORMES

Les réformes au sein du ministère sont menées dans l'opacité et au pas de charge.

Plus de 85 % estiment n'avoir été ni informés ni associés aux réformes alors même qu'ils étaient en charge de les conduire. Ils déplorent l'absence de marge de manœuvre ainsi qu'un fort sentiment d'isolement.

Les cadres doivent accompagner le changement avec des informations descendantes et ponctuelles qui les mettent le plus souvent en difficulté auprès de leurs collaborateurs.

CHARGES DE TRAVAIL

Les charges de travail accrues rendent difficiles les équilibres de vie et pénalisent les femmes cadres.

48 % des cadres interrogés déclarent travailler régulièrement le soir, à la maison ou au bureau et le week-end pour atteindre leurs objectifs.

RECONNAISSANCE ET RÉTRIBUTION

Les cadres considèrent à plus de 63 % que leurs compétences ne sont pas reconnues par leur hiérarchie et qu'ils sont isolés.

L'opacité du système de primes joue également contre les femmes : à âge, fonction et personnels encadrés équivalents, les femmes perçoivent près de 10 % de moins que les hommes.

71 % des cadres considèrent le système des primes arbitraire et injuste. Et ils sont 90 % à trouver inefficaces les primes à la performance.

**Pour les élections
du 20 octobre, la
CFDT s'engage à :**

- faire des conditions de travail une priorité absolue
- combattre la RGPP et défendre les services publics
- exiger l'arrêt des suppressions d'emplois
- obtenir une amélioration du pouvoir d'achat, des carrières et des retraites
- refuser toute rémunération au mérite
- bloquer la pression statistique et le management à la performance.